

RAPPORT ANNUEL

2023



Renforcer la sécurité des **citoyens** au moyen de services de **sécurité** et de **justice** plus efficaces et responsables.

Merci

Nous exprimons toute notre reconnaissance pour leur soutien et leur confiance à nos principaux bailleurs de fonds et généreux donateurs sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.



Table des matières

Avant-propos

3

Rechercher

6

Influencer

14

Notre culture organisationnelle

19

À propos du DCAF

5

Mettre en œuvre

10

Des mécanismes de financement flexibles

18



Avant-propos

À l'heure où ce rapport est publié, je suis plus que jamais convaincue de l'indispensable nécessité d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité pour favoriser la paix et le développement durable. Nous vivons une époque marquée par des conflits persistants, une violence généralisée, des fluctuations géopolitiques, la montée du nationalisme et du populisme, ainsi que l'accroissement des inégalités et le recul de la démocratie. La situation s'est encore aggravée depuis l'année dernière. La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine s'est poursuivie. La guerre à Gaza, suite à l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, a considérablement accru les tensions au Moyen-Orient et au-delà. Un coup d'État au Niger, le dernier d'une série dans le Sahel, a eu des répercussions dans la région et à plus large échelle, sur la sécurité mondiale. Plus d'un an après son déclenchement, la guerre civile au Soudan semble être tombée dans l'oubli, éclipsée par d'autres événements. Dans ces conflits, et tant d'autres, ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut.

En réponse à cette période de troubles, nombre de nos partenaires réorientent leurs priorités et réajustent leurs stratégies pour faire face aux menaces militaires, à l'évolution des dynamiques de pouvoirs et au retour à la *realpolitik*. De nombreux pays et régions s'engagent dans de nouvelles voies, redéfinissent et consolident des

alliances qui reflètent leur évolution sur la scène mondiale. Face à ces changements, les citoyens du monde entier nourrissent un scepticisme croissant envers la capacité et la volonté de leurs gouvernements et des institutions du secteur de la sécurité de protéger leurs droits et maintenir l'État de droit.

Ces tendances mondiales représentent un test important pour le multilatéralisme. Face à l'augmentation des besoins humanitaires, les donateurs sont confrontés à des choix difficiles. En parallèle, de nombreux États ont augmenté leurs investissements dans la défense nationale ou subissent des pressions pour le faire. Les fondements des démocraties libérales sont remis en question et les années à venir seront cruciales pour la gouvernance démocratique, avec un nombre plus important que jamais d'électeurs appelés à se rendre aux urnes.

À l'heure où l'ordre international est fragmenté, restaurer la confiance est essentiel pour parvenir à la paix et poser les fondations d'un développement durable. C'est lorsque les individus se sentent en sécurité et ont confiance dans la capacité de leur gouvernement à maintenir la sécurité et la justice qu'ils peuvent se concentrer sur les aspects essentiels au développement de communautés prospères comme, par exemple, l'éducation, la santé, ou l'économie.

La réforme du secteur de la sécurité et la bonne gouvernance revêtent une importance capitale, surtout dans les régions fragiles et touchées par les conflits. Bien menées, elles garantissent que les forces de sécurité opèrent dans le respect de la loi et des droits humains, instaurant ainsi un climat de confiance avec la population. Lorsque la police et les autres organes de sécurité répondent aux besoins des citoyens, sans distinction de genre, d'appartenance ethnique, de religion ou de statut socio-économique, ils favorisent la cohésion sociale et réduisent le risque de violence et de conflit.

Le DCAF s'engage à soutenir ses partenaires à atteindre cet objectif en adoptant une approche multidisciplinaire en constante évolution, fondée sur la recherche, l'analyse et une expérience pratique approfondie de la complexité des dynamiques du secteur de la sécurité dans divers contextes. Nous travaillons en étroite collaboration avec les gouvernements, les institutions, les organisations de la société civile et les partenaires

Notre vision est celle d'un monde dans lequel les secteurs de la sécurité, gouvernés démocratiquement, répondent aux besoins de toutes les personnes sans discrimination et contribuent à des sociétés justes, pacifiques et inclusives.

internationaux afin d'améliorer les cadres législatifs, mettre en œuvre des réformes et créer des mécanismes de contrôle efficaces. Plus important encore, nous nous efforçons de faire entendre la voix et l'expérience des populations locales afin d'informer et d'influencer les pratiques et politiques aux niveaux national et international.

L'année 2023 a été marquée par la nécessité de faire preuve d'agilité pour répondre à l'évolution rapide des situations auxquelles sont confrontés nos partenaires, notamment en Ukraine, au Sahel, dans le Territoire palestinien occupé et au Yémen. Nous avons constamment adapté notre approche pour répondre aux besoins immédiats, tout en les aidant à utiliser la réforme du secteur de la sécurité comme un levier pour établir les fondements de la stabilité et de la paix à long terme. Tout cela a été rendu possible grâce à l'engagement inébranlable de nos équipes, qui ont travaillé sans relâche dans ces contextes extrêmement complexes.

Dans la Genève internationale et au-delà, le DCAF a joué un rôle significatif en contribuant à la recherche factuelle dans divers forums et groupes de travail, soutenant ainsi des agendas mondiaux tels que l'Agenda « Femmes, Paix et Sécurité », et les objectifs de développement durable. Au cœur de nos engagements multilatéraux cette année, nous avons fourni des contributions d'experts et des recommandations sur la manière dont la GSS/RSS peut contribuer au succès du Nouvel Agenda pour la paix, la vision du Secrétaire général de

l'ONU pour les efforts multilatéraux visant à établir la paix et la sécurité dans un monde en transition. Nous avons également apporté notre soutien à la Suisse, notre principal donateur, dans sa deuxième année d'adhésion au Conseil de sécurité des Nations unies, en lui fournissant une analyse détaillée des composantes de la réforme du secteur de la sécurité dans les mandats du Conseil, en particulier pour les opérations de maintien de la paix faisant l'objet d'un examen.

Plus près de chez nous, dans notre siège de la Maison de la Paix, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les deux autres Centres de Genève pour accroître l'efficacité de nos organisations. J'ai eu l'honneur de rejoindre le réseau des champions internationaux de l'égalité des genres et de prendre plusieurs engagements pour que le DCAF passe de la parole aux actes et élimine toutes les barrières de genre qui subsistent dans nos propres politiques et pratiques.

Nous avons également lancé un processus de réflexion interne pour créer la stratégie 2025-2029 du DCAF. Nous avons sollicité les idées et avis de nos partenaires, parties prenantes et donateurs sur la manière dont le DCAF et la GSS/RSS peuvent continuer à jouer un rôle important aux niveaux national et international. La nouvelle stratégie reflétera notre conviction que le statu quo n'est plus de mise, compte tenu de l'évolution rapide et des défis auxquels sont confrontés le DCAF et ses partenaires.

Ce rapport présente une sélection de faits marquants et de moments clés de 2023, illustrant nos efforts continus pour placer les individus au cœur des réformes du secteur de la sécurité et garantir que les besoins des femmes, des hommes, des filles et des garçons soient tous pris en compte dans la mise en place d'une sécurité et d'une justice responsables et efficaces.

Au nom de tous les membres du DCAF, je vous souhaite une bonne lecture.

Nathalie Chuard
Ambassadrice, Directrice



À propos du DCAF

La mission du DCAF est de promouvoir la sécurité des citoyens en favorisant des réformes du secteur de la sécurité mises en œuvre par les États, inclusives et participatives, fondées sur les normes internationales et les bonnes pratiques.

Après plus de 23 années à soutenir les processus de réforme dans plus de 70 pays, le DCAF est aujourd'hui reconnu comme un expert de premier plan dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité. Chacune de nos actions est guidée par les principes d'impartialité, d'appropriation nationale, de participation inclusive et d'égalité des genres. Ces valeurs constituent notre force et nous sommes sollicités par une diversité d'acteurs, tant étatiques que non étatiques, pour les accompagner dans des processus de réforme complexes et durables.

En étroite collaboration avec nos partenaires, nous menons des analyses, des évaluations et des études afin de concevoir des processus de réforme durables et efficaces, tout en veillant à ce que chaque pays conserve la maîtrise de ces processus.

Nous nous engageons à innover et à partager librement les connaissances et l'expérience acquises avec nos partenaires nationaux et la communauté internationale, afin d'éclairer l'élaboration de politiques et de bonnes pratiques à tous les niveaux.

Nous recourons à des approches novatrices pour identifier les besoins et les lacunes, élaborer des stratégies et des politiques concrètes, concevoir et mettre en œuvre des programmes de réforme, développer des formations et faciliter la coordination entre acteurs nationaux et internationaux.

Nous allions recherche innovante, conseils avisés et assistance pratique pour renforcer de manière synergique les politiques et les pratiques.

Nous encourageons la coopération et les processus multipartites réunissant les bénéficiaires, les donateurs, les secteurs public et privé, ainsi que les acteurs étatiques et non étatiques, afin de maximiser l'efficacité de l'aide au développement.

Réactifs et polyvalents, nous sommes en mesure de mobiliser rapidement le soutien des politiques et de donateurs pour répondre rapidement et efficacement aux besoins urgents de nos partenaires.

NOS ACTIVITÉS

Appui aux partenaires nationaux

Nous aidons nos partenaires nationaux à élaborer et mettre en œuvre des réformes au niveau local afin de renforcer l'efficacité et la responsabilisation en matière de prestation de services de sécurité et de justice.

Aide aux acteurs internationaux

Nous apportons notre soutien aux pays donateurs et aux organisations multilatérales partenaires dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques et programmes d'appui à la GSS/RSS.

Aide à l'élaboration d'une stratégie internationale

Nous participons à l'élaboration de normes, règles et bonnes pratiques en matière de GSS/RSS.

NOS PRINCIPES

Une **approche fondée sur les droits humains**, qui promeut l'égalité des genres et l'État de droit comme lignes directrices.

Une **gouvernance démocratique** fondée sur la responsabilité, l'efficacité et l'inclusivité.

L'**impartialité** comme mot d'ordre dans l'analyse des besoins, la mise en œuvre des projets et les relations avec les partenaires et les parties prenantes.

Soutenir une **appropriation nationale** pour répondre aux besoins des populations touchées, à tous les stades de l'engagement du DCAF et de son travail avec les partenaires.

23

années d'existence

Actif dans plus de

70

pays

Revenu 2023 de

33

millions de CHF

43

Membres du Conseil de fondation

80

outils de connaissance

Traductions en

10

langues

232

employés

53% de femmes

36% opérant dans les

16

bureaux locaux

360

activités d'apprentissage

Plus de

11'000

personnes formées

Plus de

63'000

followers



November December

2023

Rechercher

Groupe de réflexion reconnu pour son excellence à l'échelle mondiale, le DCAF contribue depuis plus de 20 ans à l'élaboration et à l'évolution des concepts et principes fondamentaux qui sous-tendent la GSS/RSS. En réponse aux demandes de ses partenaires nationaux et internationaux, il aide à combler le fossé entre politique et pratique au moyen d'activités de recherche et d'analyse comparative fondées sur des données empiriques. Toujours à l'avant-garde, le DCAF est aujourd'hui un creuset d'idées et d'avancées innovantes dans le domaine de la GSS/RSS, en lien avec des enjeux mondiaux comme les inégalités entre les genres ou le changement climatique, ou de nouvelles thématiques comme l'intelligence artificielle. Chaque année, nous élaborons des dizaines de ressources fondées sur des données probantes sur un large éventail de thématiques ; nous proposons également des formations pour soutenir les initiatives en matière de réforme et de bonne gouvernance prises par des institutions de sécurité, des législateurs, des groupes de la société civile, des États donateurs et des organisations multilatérales du monde entier.

Définir la sécurité en fonction des besoins des populations

Le DCAF conçoit la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice selon une approche axée sur les personnes qui implique une bonne compréhension des réalités locales et des problèmes d'insécurité de tous les membres d'une communauté. Avant le déclenchement de la guerre à Gaza, en 2023, nous avons organisé 54 séances de dialogue dans les 16 gouvernorats de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza et dans les 10 plus grands camps de réfugiés du Territoire palestinien occupé. Ces séances ont rassemblé plus d'un millier de personnes issues de divers horizons socio-économiques et culturels, qui ont partagé leurs expériences, opinions et besoins en matière de sécurité et de justice. Le DCAF a également soutenu l'élaboration d'approches de sécurité axées sur les individus en Libye, en facilitant des échanges entre acteurs du secteur. Ces échanges ont visé à éclairer les décisions futures concernant les dispositions en matière de sécurité et les processus relatifs à la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS).





Transposer des analyses d'experts dans les politiques et les pratiques

Le DCAF offre des avis d'experts et des informations fondées sur des données probantes à des instances internationales travaillant sur la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice. Par exemple, le Groupe de travail sur la justice coutumière et informelle et l'Objectif de développement durable 16.3, le Groupe de travail intergouvernemental des Nations Unies sur les sociétés militaires et de sécurité privées ou encore le Groupe de travail des Nations Unies sur les mercenaires. Par l'intermédiaire de la Facilité de l'Union européenne pour la Gouvernance du Secteur de la Sécurité, le DCAF fournit une expertise et des instruments sur demande pour répondre aux besoins émergents, soutenir l'élaboration de politiques stratégiques et veiller à ce que les principes de la RSS de l'UE restent au cœur de ses programmes dans le monde entier. Le DCAF a créé une boîte à outils des bonnes pratiques sur la GSS/RSS et l'ODD 16 à l'intention de la société civile, des législateurs et des institutions de médiation. Consultable en ligne, elle contient toujours plus d'exemples concrets sur la manière dont la GSS/RSS peut constituer un outil politique puissant pour atteindre l'ODD 16.



Favoriser la création d'une communauté de pratique internationale

Le DCAF fournit des analyses d'experts, des conseils et des formations à tous les membres du Groupe des partenaires internationaux. Ce Groupe est composé de pays et d'organisations multilatérales résolus à jouer un rôle concret dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, en mettant en œuvre des processus de réforme du secteur de la sécurité au niveau national. Les membres de ce groupe ont accès à une ressource en ligne unique, facilitant le partage de connaissances entre praticiens et décideurs politiques sur les dispositifs mis en place, les bonnes pratiques et les défis à relever. En plus de renforcer les capacités et les compétences en matière de GSS/RSS, cette ressource permet aux membres du Groupe d'aligner les efforts des donateurs pour accroître l'efficacité des processus de réforme et de bonne gouvernance, en particulier dans les pays fragiles ou touchés par des conflits.



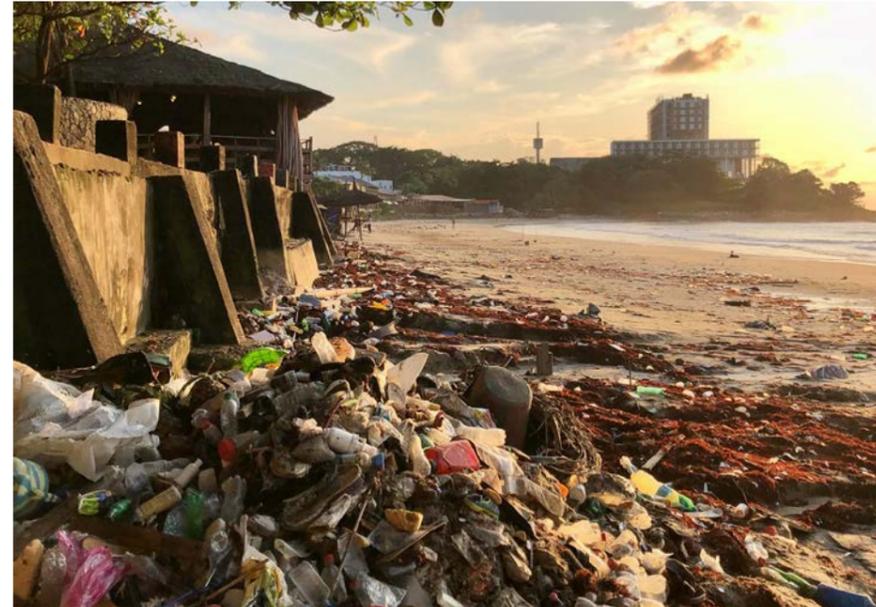
Soutenir les efforts multilatéraux de consolidation de la paix

Le DCAF apporte expertise et conseils à diverses institutions multilatérales, notamment en aidant les Nations Unies à élaborer des orientations pratiques sur la GSS/RSS et le changement climatique. En 2023, nous avons collaboré avec la Fondation des Principes pour la paix pour organiser un atelier permettant de recueillir des données d'expérience auprès des acteurs sur le terrain. Ces données ont ensuite été utilisées pour créer une ressource à l'intention des acteurs de la sécurité impliqués dans les efforts de rétablissement de la paix. Au niveau local, le DCAF est membre de la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, organisatrice tous les ans de la Semaine de la paix de Genève, un forum international sur la consolidation de la paix. Nous avons également collaboré avec la Plateforme à l'organisation des consultations sur le Nouvel Agenda pour la paix et participé à l'appel à contributions lancé par les Nations Unies concernant cette importante initiative.



Offrir de meilleurs services de sécurité grâce à un contrôle financier accru

Dans plusieurs pays du Sahel, le DCAF a apporté son soutien aux organes de contrôle afin de mieux détecter, réduire et prévenir plus efficacement la corruption dans le secteur de la sécurité. Dans des pays où les dépenses militaires et de sécurité représentent souvent un tiers des ressources nationales, le contrôle financier des forces armées peut être une question hautement politique. En 2023, les activités du DCAF ont contribué à dépolitiser cette question et à remettre en question l'idée selon laquelle le secret et la sécurité sont indissociables. Cette initiative a conduit à l'amélioration des procédures de contrôle, garantissant que les ressources sont utilisées en fonction des besoins sécuritaires réels de la population. Le DCAF travaille également à l'élaboration d'un outil de gestion financière unique destiné à aider les fonctionnaires, les économistes et les législateurs à analyser la viabilité financière de leurs institutions de sécurité. Cet outil permet également de calculer le coût estimatif des initiatives en matière de GSS/RSS et d'évaluer les incidences budgétaires des nouvelles politiques et stratégies.



Évaluer le rôle du secteur de la sécurité dans la lutte contre les effets du changement climatique

Pour mieux comprendre le rôle actuel et futur du secteur de la sécurité dans la lutte contre les effets du changement climatique et la dégradation de l'environnement, le DCAF s'est engagé dans une évaluation dans plusieurs régions, dont le Brésil, le Territoire palestinien occupé, les Philippines et la Sierra Leone. Ces évaluations ont examiné le rôle actuel des institutions de sécurité de ces pays dans la réduction des risques de catastrophe et la protection de l'environnement, tout en identifiant de nouveaux risques émergents. De plus, elles ont cherché à déterminer les moyens par lesquels le secteur de la sécurité pourrait renforcer sa contribution à la protection des communautés contre les effets du changement climatique.

Dans les zones fragiles ou touchées par des conflits, les acteurs du secteur de la sécurité sont souvent très isolés et, à chaque nouveau défi, ils peuvent avoir le sentiment de devoir réinventer la roue. La communauté de pratique du DCAF leur sert de trait d'union avec d'autres personnes en situation similaire, ou confrontées à des défis du même type. Les échanges et l'apprentissage entre pairs prennent alors tout leur sens.

Peter Cross

Directeur adjoint, PeaceNexus

Moments clés



Promouvoir le Nouvel Agenda pour la paix

Le séminaire intitulé « S'appuyer sur la gouvernance du secteur de la sécurité pour rétablir la confiance dans le contrat social » a contribué aux débats d'orientation politique précédant le Sommet de l'avenir des Nations Unies prévu en 2024, en insistant sur le rôle crucial joué par le secteur de la sécurité dans l'instauration d'une paix durable.

Promouvoir une approche pangouvernementale de la GSS/RSS

Des représentants du gouvernement et des forces armées helvètes se sont réunis à Berne, en Suisse, dans le cadre d'une discussion menée par le DCAF sur les modalités d'adoption d'une approche plus intégrée de la GSS/RSS qui renforce la coordination en interne et entre les services afin d'obtenir de meilleurs résultats.



La Jordanie pose les fondations d'une participation concrète des femmes aux opérations de maintien de la paix

La Direction de la sécurité publique jordanienne a publié son rapport MOWIP (méthode d'évaluation des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix). Établi avec l'appui du DCAF, ce rapport contient des recommandations fondées sur des faits visant à promouvoir l'égalité des genres au sein de l'institution.



Table ronde sur le rôle du secteur de la sécurité dans la lutte en faveur de la sécurité climatique

Dans le cadre des réunions internes de partage des connaissances organisées régulièrement au sein du DCAF, le personnel s'est réuni pour débattre du changement climatique et des moyens de faire face aux risques qu'il fait peser sur la stabilité et la sécurité.



Priorité accordée à la question de la sécurité et des ODD lors du Forum politique de haut niveau

En collaboration avec les missions permanentes du Costa Rica et de la Colombie auprès des Nations Unies à New York, le DCAF a coorganisé un événement parallèle sur l'importance des partenariats entre les acteurs de la sécurité et du développement dans la réalisation de l'ODD 16 : Paix, justice et institutions efficaces.

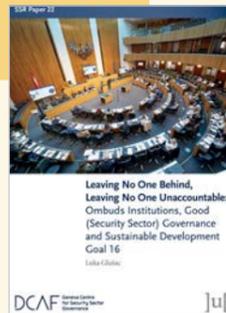


Journées de la cybersécurité dans les Balkans

Unique en son genre, la première édition des Journées de la cybersécurité dans les Balkans a rassemblé des experts en cybersécurité des Balkans occidentaux et du reste de l'Europe pour présenter les talents de cette région en matière de cybersécurité et discuter de politiques et de bonnes pratiques.

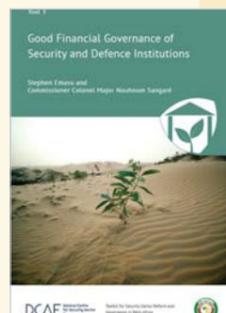
Ressources

Plus de ressources sur dcaf.ch/resources



Paix, justice et institutions efficaces

Le rôle des institutions de médiation dans la réalisation de l'ODD 16 (en anglais)



Gouvernance financière

Gestion transparente et responsable des ressources (en anglais)



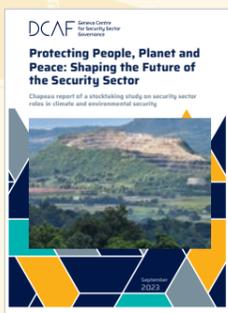
Digitalisation

Comment la transformation numérique impacte la GSS/RSS (en anglais)



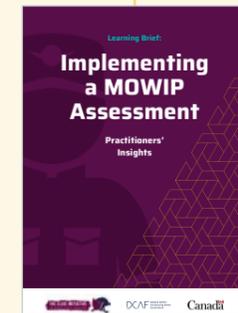
La justice axée sur les personnes

Recommandations de nouveaux écosystèmes de justice (en anglais)



Sécurité climatique et environnementale

Enseignements en provenance du Brésil, du Territoire palestinien occupé, des Philippines et de la Sierra Leone (en anglais)



Les femmes dans les opérations de paix de l'ONU

Idées sur la manière de promouvoir l'égalité des genres et la participation concrète des femmes aux opérations de paix

Mettre en œuvre

Pour être efficace, la gouvernance du secteur de la sécurité doit s'appuyer sur de nombreux acteurs tels que les institutions de sécurité et de médiation, les parlementaires, les fonctionnaires, les organisations de la société civile et les médias. En collaboration étroite avec ces partenaires, dans chacun de ses 16 bureaux locaux répartis sur quatre continents, le DCAF travaille à l'élaboration et à la mise en œuvre de réformes visant à améliorer la sécurité des citoyens au sein de leur communauté. Ces réformes visent également à renforcer la confiance de la population envers les pouvoirs publics, prévenir les conflits et poser les bases d'un développement durable. Bien que les institutions et les pays présentent tous des caractéristiques différentes, les éléments fondamentaux en matière de responsabilisation restent les mêmes pour tous. Il s'agit notamment de mettre en place des législations, des politiques et des cadres réglementaires non discriminatoires, appuyés par des mécanismes de contrôle efficaces. De plus, il est essentiel d'instaurer une culture basée sur le respect de l'État de droit, des droits humains et de l'égalité des genres parmi tous les acteurs du secteur de la sécurité.

Assurer un contrôle efficace des soldats sur le front

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, le gouvernement ukrainien a réorienté ses efforts de GSS/RSS pour se concentrer sur la gestion des forces armées en temps de guerre. En conséquence, le DCAF a réorienté son soutien de manière à répondre à ces nouveaux besoins. L'armée ukrainienne comptant près d'un million de combattants, la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) a fait appel au DCAF pour l'aider à mettre en place un système de justice militaire efficace. Nous avons également contribué à la révision des cadres institutionnels et juridiques afin de responsabiliser davantage les militaires quant au respect du droit international humanitaire sur le champ de bataille, et nous avons dispensé à la police nationale et aux services publics d'urgence une formation spécialisée sur la manière la plus adaptée de prendre en charge les victimes et de recueillir des preuves pour poursuivre les auteurs de crimes de violence sexuelle.





Renforcer la confiance du public envers les institutions de sécurité

S'appuyant sur plusieurs années de réformes, la Macédoine du Nord a enregistré en 2023 des progrès considérables s'agissant de la confiance manifestée par le public envers les institutions de sécurité, de la responsabilisation de ces dernières et du contrôle des secteurs du renseignement et de la sécurité. Grâce au soutien du DCAF, le ministère de l'Intérieur a publié son premier Plan d'intégrité accessible au public, signe d'un nouveau pas en faveur d'une transparence et d'une responsabilisation accrues. Le Parlement a adopté une loi permettant au Mécanisme de contrôle civil de réaliser un contrôle externe du secteur du renseignement et les parlementaires ont fait état d'échanges plus fréquents et de meilleure qualité entre leurs organes de contrôle et les membres des services de renseignement. Plus important encore, des membres des services de renseignement et de sécurité ont participé à des manifestations publiques aux côtés de représentants de l'institution de médiation, de la société civile et des médias, ce qui a contribué à rendre le public plus averti et plus confiant envers les institutions de l'État.



Renforcer le professionnalisme et l'obligation de rendre compte de la police

Avec l'appui du DCAF, les Forces de police gambiennes (FPG) s'efforcent depuis 2017 d'améliorer le contrôle et la responsabilisation des forces de police. En 2022, elles ont achevé la rédaction de leur première Doctrine d'action policière basée sur les normes internationales. Tout au long de l'année 2023, les principes énoncés dans cette doctrine ont étayé l'élaboration de formations, de politiques et de procédures opérationnelles normalisées sur le leadership, l'égalité des genres et la gestion des crises et des opérations. L'élaboration d'une politique d'intégration de la dimension de genre a été complétée par la mise en place du tout premier programme de mentorat réunissant des policières de Gambie et des agents des forces de police de la vallée de la Tamise, au Royaume-Uni. La détermination des FPG à renforcer leur professionnalisme a porté ses fruits : lors d'une enquête menée auprès des agents des FPG, 96 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles pensaient que la qualité de l'encadrement hiérarchique s'était améliorée, et 43 % ont déclaré qu'elle s'était considérablement améliorée.



Adapter notre approche aux changements politiques

En 2023, le DCAF a entrepris un réexamen des programmes de GSS/RSS actuellement en place au Burkina Faso, au Niger et au Mali, en réponse aux coups d'État qui ont entraîné une détérioration de la situation politique, sécuritaire et économique de ces pays. Dans le respect du principe de « ne pas nuire », nous avons recentré nos efforts sur le renforcement des organes de contrôle institutionnels et sur l'amélioration de la capacité de la société civile, des fonctionnaires locaux et des médias, à assurer un contrôle démocratique efficace. À cette fin, le DCAF a dispensé une formation et prodigué des conseils à ses partenaires nationaux, tout en organisant des conférences régionales multipartites pour faciliter l'échange d'expériences et de bonnes pratiques. Lors de la conférence sur la participation des citoyens à la gouvernance du secteur de la sécurité, tenue au Mali, une vingtaine de recommandations ont été formulées. Parmi celles-ci, il a été souligné l'importance d'éviter une approche exclusivement sécuritaire et de mieux impliquer les femmes et les jeunes dans la gouvernance du secteur de la sécurité.



Accroître la responsabilisation du secteur privé

Le DCAF travaille en collaboration avec les gouvernements et les communautés pour faire en sorte que les sociétés de sécurité privées respectent les droits humains des populations auprès desquelles elles interviennent. Au Pérou, nous avons aidé des partenaires locaux à réaliser une étude sur le recours à la force par ce type d'entreprise, laquelle sert désormais de fondement à une nouvelle politique, sous les auspices du Plan d'action national sur les entreprises et les droits humains. Après une période de troubles civils, en 2023, le Groupe de travail de Cusco a été réactivé. Appuyé par le DCAF, ce groupe pluriacteurs rassemble des représentants de sociétés minières, des dirigeants locaux et des groupes de la société civile autour des Principes volontaires sur la sécurité et les droits humains. Il s'est rendu dans des zones minières locales pour aller à la rencontre de mineurs et des autorités, puis a fait part de son expérience et de ses observations au Groupe de travail sur les Principes volontaires de Lima afin d'éclairer les discussions politiques en cours au niveau national.



Améliorer les services de police en renforçant l'égalité des genres

Le DCAF et la Police nationale du Honduras œuvrent conjointement depuis plus de cinq ans à l'amélioration de l'égalité des genres au sein de l'institution. Approuvée en 2022, la Politique sur l'égalité des genres adoptée par la police nationale a incité l'École de police à demander au DCAF de l'aider à concevoir son premier Diplôme sur l'égalité des genres. En 2023, ce nouveau diplôme a été intégré au programme de formation de base de l'École de police et a permis de former 4000 agents dans les 36 districts de police que compte le Honduras.

Grâce au DCAF, nous avons amélioré nos processus internes afin de mieux répondre aux attentes des citoyens et de leur permettre de nous signaler les pratiques policières abusives.

Silvia Marcela Amaya Escota

Directrice générale, Direction des affaires disciplinaires de la police, Honduras

Moments clés



Retour du personnel du DCAF à son bureau de Kyiv

Le retour du personnel du DCAF à son bureau de Kyiv, en Ukraine, a permis de renouer les échanges avec nos partenaires et a débouché sur de nouvelles collaborations dans le domaine du Droit international humanitaire, de la justice militaire et de la législation en matière de sécurité.



Essor du mouvement en faveur d'une bonne gouvernance des sociétés de sécurité privée

Le Centre pour la démocratie et les droits humains, partenaire du DCAF au Mozambique, a adhéré à l'Association du Code de conduite international des entreprises de sécurité privées, se joignant ainsi à l'appel en faveur d'une responsabilisation accrue des sociétés de sécurité privées.



Opération « ARTEFAKT » à des points de passage frontaliers

Des policiers d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Macédoine du Nord ont travaillé en collaboration dans le cadre d'une opération transfrontalière visant à déceler et prévenir le trafic illicite d'objets du patrimoine historique.



Renforcement des contrôles internes

Le DCAF a dispensé des formations techniques sur les contrôles internes et la gestion des risques en faveur d'une responsabilisation accrue et d'un meilleur système de contrôle au sein du ministère malgache de la Défense nationale.



Mise en application des Principes volontaires sur la sécurité et les droits humains

Une série de consultations nationales menées en République démocratique du Congo a réuni des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile en vue d'élaborer un Plan d'action national sur la sécurité et les droits humains autour des sites miniers, pétroliers et gaziers.



Lancement de plusieurs comités consultatifs de sécurité au niveau communal

Six comités consultatifs de sécurité ont été créés à Bamako, au Mali, après que le DCAF s'est associé au bureau du Commissaire à la RSS pour aider les maires et les agents communaux à porter les préoccupations des communautés locales au niveau régional.

Ressources

Plus de ressources sur dcaf.ch/resources



Faire face aux crimes de guerre

Soutenir les soldats dans l'identification et la collecte de preuves en vue de poursuites pour crimes de guerre (en anglais et ukrainien)



Justice militaire

Introduction aux principes fondamentaux des systèmes de justice militaire et pénale (en anglais)



Égalité des genres

Analyse de la toute première politique institutionnelle sur l'égalité des genres mise en place par la police nationale du Honduras (en espagnol)



Usage de la force

Améliorer la responsabilité des services de maintien de l'ordre (en espagnol)



Réforme de la police

La transformation progressive des services de police gambiens (en anglais)



Renforcer la confiance

Série de courts documentaires sur les réformes du secteur de la sécurité en Macédoine du Nord (en anglais et macédonien)



Droit international humanitaire

Les règles en matière de reddition de combattants en période de conflit armé (en anglais et ukrainien)

Influencer

Depuis sa création en 2000, le DCAF joue un rôle de premier plan dans la sensibilisation au processus et aux dynamiques de réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, et à son importance cruciale dans l'établissement de la paix et du développement durable. Cette influence se manifeste de diverses manières. Les travaux de recherche et d'analyse du DCAF contribuent à façonner et à faire évoluer les normes, règles et meilleures pratiques au niveau international. Nous apportons notre soutien aux gouvernements nationaux et aux institutions multilatérales telles que l'Union africaine, les Nations Unies ou l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pour aligner leurs politiques et leurs pratiques en matière de GSS/RSS sur ces normes mondiales. Enfin, nous agissons comme un catalyseur en réunissant des acteurs des secteurs de la sécurité et de la justice, des décideurs politiques et des citoyens afin qu'ils partagent leurs expériences, discutent des besoins en matière de sécurité et trouvent des solutions plus adaptées pour relever les défis actuels et futurs en matière de sécurité.

Promouvoir un dialogue multipartite en faveur de l'instauration de la paix

En 2023, le DCAF a continué de promouvoir le dialogue sur les questions relatives à la sécurité au Yémen en organisant des consultations régionales auprès de représentants de tribus locales, d'institutions de sécurité, d'organisations de la société civile et d'États donateurs. Depuis le coup d'État de 2021 au Myanmar, le DCAF n'a cessé d'organiser des échanges et des formations à plus de 750 représentants du Gouvernement d'unité nationale en exil, du Comité représentant l'Assemblée de l'Union, de groupes ethniques armés, de la société civile, de donateurs et d'organisations internationales. Réunir ces parties prenantes pour discuter de leurs besoins en matière de sécurité et de justice, notamment en ce qui concerne les femmes, les jeunes et d'autres populations vulnérables, permet de définir les bases d'un éventuel processus de paix à venir.





Créer des cadres juridiques et politiques concrets pour favoriser la GSS/RSS

En 2023, le DCAF a ouvert son dernier bureau local en date à Chișinău, en Moldavie. À l'occasion du lancement d'un nouveau projet triennal, nous avons organisé deux conférences nationales en présence de représentants du Parlement, du Conseil suprême de sécurité, du ministère de l'Intérieur, de l'Inspection générale de la police, de groupes de la société civile et de la communauté internationale. Les échanges ont porté sur les besoins des citoyens en matière de sécurité, les priorités nationales et la planification stratégique dans le domaine de la sécurité et des affaires intérieures. Tout au long de l'année, le DCAF a fourni des orientations sur les projets de lois et de politiques régissant les services de sécurité et de renseignement, donné des avis d'experts à différentes instances nationales et contribué à des discussions à huis clos, ce qui a permis d'étayer l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale de la Moldavie. Nous avons également contribué à la mise en œuvre réussie du Plan d'action national sur les femmes, la paix et la sécurité en procurant des conseils sur la manière d'améliorer son suivi et son évaluation.



La formation continue et la collaboration au service du changement

Avec le soutien de partenaires locaux, le DCAF a accompagné un groupe de participants du secteur de la sécurité géorgien tout au long d'un programme de perfectionnement professionnel. Ce programme visait à développer leurs connaissances et à favoriser la collaboration en matière d'égalité des genres au sein de cinq institutions de sécurité. Sept mois plus tard, les femmes étaient plus nombreuses à pouvoir suivre des formations, les supports de formation intégraient des questions de genre et un groupe de travail interinstitutionnel chargé de favoriser l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble du secteur de la sécurité avait officiellement été créé. Le DCAF a également dispensé une formation sur l'accès des femmes aux postes de responsabilité à l'intention du ministère de la Défense, ce qui a contribué à changer les mentalités sur le leadership féminin. Suite à cette formation, l'une des participantes est devenue la première femme à commander une compagnie d'infanterie au sein des forces de défense géorgiennes.



L'échange entre pairs en matière de formation judiciaire : un modèle de réussite

En Macédoine du Nord, le DCAF a aidé l'Académie nationale des juges et procureurs à améliorer le programme de formation du personnel judiciaire en s'alignant sur les normes de l'Union européenne. En 2023, nous avons invité des membres de l'Académie à venir en Espagne partager leurs approches et leurs expériences avec leurs homologues, ce pays étant réputé pour son modèle exceptionnel en matière de conception de prestation de programmes de formation judiciaire. Au lendemain de cette visite, l'Académie macédonienne a fait siennes les meilleures pratiques et recommandations reçues en vue d'améliorer son programme de formation. Elle entend notamment introduire un module de formation sur les compétences relationnelles à l'intention des juges, et de nouvelles méthodes pour organiser des procès fictifs, un outil clé de la formation judiciaire. Le DCAF aide l'Académie à mettre en pratique tous ces enseignements.



Aider les gouvernements à améliorer la réglementation des sociétés militaires et de sécurité privées

Mondialement reconnu, le Document de Montreux a fêté ses 15 ans en 2023. Le Document établit les obligations juridiques des États en ce qui concerne la régulation des activités des entreprises militaires et de sécurité privées. Le DCAF assure les fonctions de Secrétariat du Forum du Document de Montreux. En 2023, nous avons aidé la Roumanie à devenir membre du Document, aux côtés de 58 autres pays et de trois organisations internationales. Parallèlement, le DCAF a aussi continué d'aider ses homologues nationaux du Niger, de Tunisie et de Palestine à réviser les cadres juridiques nationaux qui régissent les entreprises de sécurité privées afin de s'assurer qu'ils se conforment au droit international et aux normes relatives aux droits humains.



Collaborer avec le secteur privé à la protection des droits humains

Au Japon, le Keidanren – la Fédération des organisations économiques japonaises, qui compte près de 1500 entreprises et plus d'une centaine d'associations industrielles, a adopté la boîte à outils sur la sécurité et les droits humains élaborée par le DCAF et le CICR comme cadre de référence pour ses membres. Dans la région Asie-Pacifique, Ipieca, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière, a partagé pour la première fois avec le DCAF sur la question de la gestion responsable de la sécurité dans les zones touchées par les conflits. Au Mozambique, le DCAF et son partenaire ont effectué une visite sur le site de la mine de rubis de Gemfields, marquant ainsi la première visite organisée dans cette zone de conflit, dans le but de mieux comprendre l'entreprise et ses efforts pour faire face aux problèmes de sécurité avec les acteurs de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle.

Votre participation et votre partenariat jouent un rôle crucial dans la promotion de la nouvelle vision des Nations Unies sur la réforme et la gouvernance du secteur de la sécurité, comme énoncée dans le troisième rapport du Secrétaire général sur la réforme du secteur de la sécurité.

Daniël Prins

Chef de l'Unité de réforme du secteur de la sécurité
Bureau de l'État de droit et des institutions chargées de la sécurité des Nations Unies
Département des opérations de paix des Nations Unies

Moments clés



Journées du DCAF à Bruxelles

Lors de la conférence annuelle de 2023, le DCAF, des États membres et des institutions de l'Union européenne se sont réunis pour débattre de la position de l'UE concernant les tendances et défis géopolitiques qui font jour en matière de GSS/RSS, notamment en ce qui concerne la guerre contre l'Ukraine.

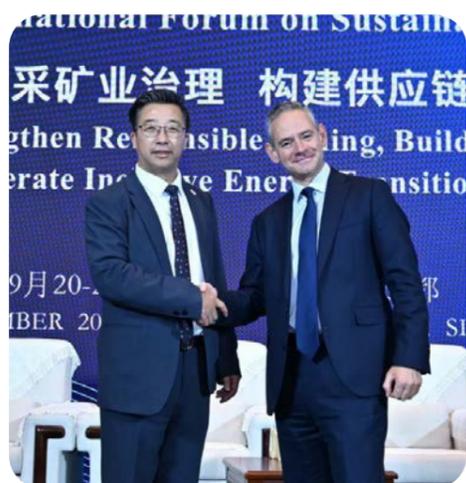
Séance d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la RSS

En mars 2023, les membres du Conseil de sécurité ont examiné le rapport du Secrétaire général de 2022 sur le renforcement de la réforme du secteur de la sécurité dans le système des Nations Unies. La représentante permanente de la Suisse auprès de l'ONU, Pascale Baeriswyl, a indiqué à cette occasion que le travail du DCAF constituait la pierre angulaire de l'engagement de son pays en faveur de la GSS/RSS.



Forum international sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais

Le DCAF a eu l'occasion unique de s'adresser à des entreprises chinoises lors du forum de Chengdu consacré à la responsabilité sociale des entreprises. Nous avons présenté des approches multilatérales permettant de réduire l'impact des entreprises chinoises sur la sécurité et les communautés locales lorsqu'elles opèrent dans des situations et des pays à haut risque.



Instaurer un climat propice à la paix

À l'occasion de Conférence de Berlin sur le climat et la sécurité, le DCAF a organisé une table ronde sur les menaces que le changement climatique et les risques environnementaux font peser sur la paix et la sécurité, et sur la manière dont le secteur de la sécurité peut jouer un rôle plus efficace dans la lutte contre ces menaces.



La Geneva Peace Week à New York

Le DCAF a rejoint la communauté internationale des acteurs œuvrant pour la paix réunis à New York pour approfondir les propositions du Nouvel Agenda pour la paix des Nations Unies, une vision des efforts multilatéraux en faveur d'une paix et d'une sécurité accrues.



Ressources

Plus de ressources sur dcaf.ch/resources



Podcast Donors Talk

Série d'entretiens avec des experts internationaux sur des questions clés pour les donateurs soutenant les réformes de la sécurité et de la justice (en anglais)



Sécurité hybride

Défis et opportunités en matière de RSS dans des environnements complexes (en anglais)



Les femmes qui ont marqué l'histoire de la GSS/RSS

À la rencontre de Sorcha MacLeod, universitaire spécialisée en sécurité privée et droits humains



Règlementation des Sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP)

Améliorer les politiques et la législation afin que les SMSP respectent les droits humains



Boîte à outils sur le genre et la sécurité

Série de guides et d'outils pratiques pour promouvoir l'égalité des genres



Participation des citoyens à la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le DCAF a réuni des partenaires et acteurs de toute la région pour discuter de la sécurité axée sur les personnes, notamment du rôle des groupes d'autodéfense dans la logique sécuritaire de l'État, et la différence entre police de proximité et police traditionnelle.

15^e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées

Organisée conjointement par le DCAF et la Commission parlementaire autrichienne, la conférence s'est tenue en présence de représentants d'institutions de médiation de 40 pays venus partager leurs expériences et discuter des politiques à mettre en place face aux effets du changement climatique, aux problèmes de santé mentale et aux incidences de la réforme du secteur de la défense sur le personnel des forces armées.

Des mécanismes de financement flexibles

Dans un monde en constante évolution marqué par des défis sécuritaires et des conflits qui menacent la paix et la sécurité, les États et les acteurs internationaux doivent souvent prendre rapidement les mesures nécessaires pour soutenir les processus de réforme du secteur de la sécurité mis en oeuvre sur le terrain. Le DCAF gère plusieurs fonds multidonateurs répondant à des priorités géographiques et thématiques et fournissant une assistance rapide et adaptée de la manière la plus efficace et rentable possible.

Le Fonds commun pour la réforme du secteur du renseignement et de la sécurité en Macédoine du Nord

Ce Fonds a été créé dans le but de coordonner les contributions des donateurs et de soutenir la Macédoine du Nord dans la réalisation de son objectif stratégique d'adhésion à l'Union européenne, en alignant les cadres juridiques et les capacités institutionnelles sur les principes de l'Alliance euro-atlantique, les bonnes pratiques et le respect des droits humains. Le Fonds soutient plusieurs initiatives de changement et priorités des autorités de Macédoine du Nord en vue d'accroître la responsabilisation interne et externe, ainsi que le contrôle des secteurs du renseignement et de la sécurité. Il renforce notamment la capacité des principaux acteurs à relever les défis en matière de sécurité, en favorisant le dialogue avec la société civile et les médias sur les questions de politique de sécurité, et en promouvant l'égalité entre les genres. En 2023, le Fonds avait pour donateurs la Suisse, la Suède, les Pays-Bas et l'Union européenne.

Le Fonds de l'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT)

L'Équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité offre un soutien stratégique et opérationnel personnalisé aux acteurs internationaux et multilatéraux membres du Groupe des partenaires internationaux du DCAF. Notre objectif est d'amplifier leurs efforts individuels et collectifs visant à améliorer les processus de réforme des secteurs de la justice et de la sécurité à l'échelle nationale. En 2023, l'ISSAT avait pour principaux membres donateurs l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Irlande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Suisse. Elle comptait également parmi ses membres le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Norvège, la Belgique et les États-Unis, ainsi que l'Union africaine, l'Union européenne, l'OCDE, l'OSCE, l'Organisation internationale de la francophonie, les Nations unies et la Banque mondiale.

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits humains (SHRIM)

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits humains vise à promouvoir la conduite responsable des entreprises et la protection des droits humains, notamment dans des pays en situation de fragilité ou touchés par des conflits comme la Colombie, le Pérou, la République démocratique du Congo, le Mozambique ou le Nigeria. Il s'emploie à améliorer la sécurité sur le terrain en soutenant des projets multipartites rentables et menés au niveau local en collaboration avec le secteur privé, la société civile et des représentants du gouvernement. En 2023, le SHRIM avait pour donateurs le Royaume-Uni, la Suisse, les Pays-Bas et la Fondation Thomson Reuters.

Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA)

Créé en 2012, le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord vise à prévenir et faire face aux risques d'instabilité, de fragilité et de violence dans la région de l'Afrique du Nord. En 2023, il a apporté une assistance rapide et sur mesure à des initiatives de GSS/RSS mises en œuvre par des administrations locales, des parlements, des institutions de sécurité, la société civile ou des communautés en Égypte, en Libye, au Maroc et en Tunisie. Les membres du TFNA en 2023 étaient la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique et la Suisse.

Nous faisons confiance au DCAF et le considérons comme le partenaire le plus important pour accompagner le processus de réflexion du Ministère de l'Intérieur sur les questions de responsabilisation. Le DCAF ne se contente pas de nous entendre : il est réellement à l'écoute de nos demandes et préoccupations.

Notre culture organisationnelle

Le DCAF favorise une culture organisationnelle positive, inclusive et stimulante pour tous les membres du personnel. Voici un aperçu des principales activités de l'année écoulée :

Initiative de mentorat

En partenariat avec les deux autres centres de Genève dédiés à la sécurité et à la paix internationales, et avec le soutien financier de la Suisse, nous avons initié un programme de mentorat visant à jumeler des membres du personnel aux compétences et expertises variées. Cinquante collaborateurs du DCAF, du Centre de politique de sécurité de Genève et du Centre international de déminage humanitaire de Genève ont été associés deux par deux, formant des binômes de mentors et de filleuls. Sur une période d'un an, ils auront l'opportunité de développer leurs compétences et d'acquérir des connaissances spécifiques qui contribueront à leur développement professionnel et personnel.

Viabilité écologique

Le changement climatique est l'un des plus grands défis, si ce n'est le plus grand, du 21^e siècle. Le DCAF constate les effets délétères de la crise climatique sur la sécurité des hommes, des femmes, des garçons et des filles dans bon nombre de nos États partenaires. Si nos activités sont de plus en plus axées sur la sécurité climatique et les nombreux liens entre le changement climatique et la GSS/RSS, le changement commence de l'intérieur. En 2023, nous avons publié les huit engagements du DCAF envers le climat et l'environnement. Au cœur de ces engagements se trouve une réduction de nos émissions de 50% d'ici à 2030, sans achat de crédits de compensation carbone.

Planification stratégique pour les cinq prochaines années

Le DCAF a entamé un nouveau processus d'élaboration de stratégie en consultant le personnel de Genève, nos bureaux locaux, nos partenaires, nos donateurs et des experts externes. Cette nouvelle stratégie, couvrant la période 2025-2029, nous aidera à répondre aux évolutions rapides du monde et aux menaces croissantes pesant sur la gouvernance démocratique et le multilatéralisme. Elle nous permettra également de rester concentrés sur le soutien aux réformes axées sur les personnes et sur la promotion de la bonne gouvernance en matière de sécurité.

Engagement en faveur de l'égalité des genres

Conformément aux engagements de la Directrice du DCAF, Nathalie Chuard, membre de l'initiative International Gender Champions (champions internationaux de l'égalité des genres), le DCAF a créé un réseau interne de correspondants pour l'égalité des genres qui englobe toutes nos équipes. Plus que de simples représentants de leur service, ces collaborateurs engagés sont des acteurs de changement qui soutiennent ardemment les efforts d'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble de nos programmes et projets et contribuent à renforcer l'apprentissage institutionnel.

Les objectifs de développement durable, au cœur de nos activités

La paix et la sécurité sont les fondements du développement durable. Pour œuvrer à la réussite de l'Agenda 2030, le DCAF élabore et assure le suivi de ses projets de manière à contribuer à l'ODD 16 (promouvoir des sociétés pacifiques et ouvertes à tous en mettant en place des institutions efficaces). En 2023, nous avons également conçu nos programmes et formulé des recommandations de politiques en nous alignant sur les ODD, avec une attention particulière accordée à l'ODD 5 (égalité des sexes) et l'ODD 13 (lutte contre le changement climatique).

Le bien-être au travail

Maintenir un environnement de travail respectueux, positif et inclusif, où chaque membre du personnel peut s'épanouir et réussir, reste une priorité pour le DCAF. En 2023, nous avons investi dans l'amélioration de la prévention et de la gestion de difficultés liées au travail, caractéristiques de tout milieu professionnel. En plus des ateliers de renforcement des compétences, le personnel a participé à des consultations dans le cadre de la mise à jour des politiques internes visant à promouvoir le bien-être au travail.

Nos bureaux dans le monde



Addis-Abeba, Ethiopie



Bamako, Mali



Banjul, Gambie



Beyrouth, Liban



Belgrade, Serbie



Bruxelles, Belgique



Chişinău, Moldavie



Kyiv, Ukraine



Ljubljana, Slovénie



Niamey, Niger



Ouagadougou, Burkina Faso



Ramallah, Territoire palestinien occupé



Skopje, North Macedonia



Tegucigalpa, Honduras



Tripoli, Libye
exerce à titre temporaire depuis la Tunisie



Tunis, Tunisie



Genève, Suisse



Le Conseil de fondation

Le DCAF est une fondation suisse créée en 2000 à l'initiative du gouvernement suisse. Elle a pour organe suprême le Conseil de fondation. En 2023, celui-ci comptait 43 membres, représentant 40 États ainsi que le Canton de Genève. Nous invitons tous les États intéressés par notre travail ou désireux de nous apporter leur soutien à rejoindre notre Conseil de fondation.



Afrique du Sud, Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie et Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Espagne, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Mali, Malte, Mexique, Mongolie, Monténégro, Niger, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchèque, Tunisie, Ukraine, et le Canton de Genève.



Depuis juin 2020, le Conseil de fondation a eu le privilège de compter Kirsi Henriksson en tant que Présidente. Dotée d'une vaste expérience dans le domaine de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité, avec une attention particulière portée aux opérations de paix internationales, elle a apporté une contribution significative à notre mission. Kirsi Henriksson quittera ses fonctions de Présidente du Conseil de fondation en 2024 pour prendre de nouvelles responsabilités au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Nous tenons à exprimer notre sincère reconnaissance pour son dévouement et ses précieuses contributions aux activités du DCAF, et nous lui souhaitons le meilleur dans ses futurs projets.

DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
1202 Genève
Suisse

+41 22 730 94 00

info@dcaf.ch

www.dcaf.ch

DCAF, 2024

Vous pouvez librement copier et distribuer ce document à condition d'en mentionner la source et de ne pas l'utiliser à des fins commerciales.

Pour citer cette publication:
DCAF - Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, rapport annuel 2023.

Contributeurs

Dominic Collins
Valérie Gatellier
Julia Klever
Yury Korobovsky
Katie Maloan

Éditrices

Maritie Gaidon
Quade Hermann

Design

Nicola Dotti

Crédits photographiques

Couverture : Nicolas Rémené
p.6 (droite) : Olivier Chamard
p.9 ("Priorité accordée à la question...") : UN Photo/Manuel Elías
p.11 (droite) : Nicolas Rémené
p.13 ("Essor du mouvement...") : CDD
p.17 ("Séance d'information du Conseil...") : UN/Manuel Elías
("Instaurer un climat propice...") : Jan Rottler/adelphi
("Participation des citoyens...") : Nicolas Rémené
p.21 (Kirsi Henriksson) : Maria Santto / CMI
(Maison de la Paix) : A. Amigo
Toutes les autres photos : DCAF

Rejoignez-nous
sur les réseaux sociaux:

